

CUADERNILLOS JURÍDICOS

Texto: Comité Jurídico de la Cámara Franco-Española
Tfno. 91 307 21 00 - www.lachambre.es

Le Nouveau Cadre Légal de la Gouvernance des entreprises en Espagne

LA RÉFORME DE LA LOI DES SOCIÉTÉS DE CAPITAL

Le 4 décembre 2014 fut publié dans le Journal Officiel (Boletín Oficial del Estado) la Loi 31/2014, en date du 3 décembre, qui modifie la Loi sur les Sociétés de Capitaux (la « **LSC** ») dans le but d'améliorer la gouvernance des entreprises (la « **Loi 31/2014** »).

La Loi 31/2014 est le résultat des travaux entrepris par la Commission d'experts en matière de Gouvernance d'Entreprise et de l'Etude sur les propositions de modifications légales du 14 octobre 2013 élaborée par cette commission. La Commission d'experts fut créée par un Accord du Conseil de Ministres en date du 10 mai 2013 avec l'objectif de proposer les initiatives et les réformes légales considérées adéquates pour garantir la bonne gouvernance des entreprises et pour conseiller à la Commission Nationale du Marché de Valeurs dans la modification du Code Unifié de la Bonne Gouvernance des Sociétés Cotées.

Ainsi, l'objet fondamental de ces travaux était de (i) veiller pour le correct fonctionnement des organes de gouvernance et administration des entreprises espagnoles pour les conduire aux plus grandes cotes de compétitivité, (ii) générer confiance et transparence pour les actionnaires et investisseurs nationaux et étrangers, et (iii) améliorer le contrôle interne et la responsabilité corporative des entreprises espagnoles et garantir une ségrégation adéquate des fonctions, droits et responsabilités dans les entreprises, d'une perspective de professionnalité et rigueur maximales.

Toute amélioration en matière de Gouvernance Entrepreneuriale doit inévitablement passer par l'introduction de changements dans la régularisation des deux organes sociaux qui constituent la structure corporative des sociétés de capitaux. C'est pour ça que la Loi 31/2014 se centre fondamentalement dans le fait de réformer la régulation de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration.

Si bien le but de cet article n'est pas de réaliser une analyse exhaustive des modifications introduites par la Loi 31/2014, nous espérons que le lecteur puisse se faire une bonne idée de quel est le contenu et la portée de cette réforme qui est entrée en vigueur le 24 décembre 2014 en vertu de la quatrième disposition finale de la Loi.

MODIFICATIONS CONCERNANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Comme il ne pouvait pas être autrement, les modifications relatives à l'Assemblée Générale des actionnaires introduites par la réforme sont orientées, de façon générale, à renforcer son rôle et à ouvrir des nouvelles voies pour stimuler la participation actionnariale.

A cet effet, à partir de maintenant, l'Assemblée Générale de n'importe quelle société de capitaux pourra donner des instructions à l'organe d'administration ou soumettre à son autorisation l'adoption par cet organe de décisions ou accords sur certaines matières de gestion, sauf disposition contraire dans les Statuts, et sans pré-

sinergias

El Nuevo Marco Legal del Gobierno Corporativo en España

REFORMA DE LA LEY DE SOCIEDADES DE CAPITAL

El pasado 4 de diciembre de 2014 se publicó en el Boletín Oficial del Estado la Ley 31/2014, de 3 de diciembre, por la que se modifica la Ley de Sociedades de Capital (la "**LSC**") para la mejora del gobierno corporativo (la "**Ley 31/2014**").

La Ley 31/2014 trae causa de los trabajos de la Comisión de Expertos en materia de Gobierno Corporativo y del Estudio sobre propuestas de modificaciones normativas de 14 de octubre de 2013 elaborado por dicha comisión. La Comisión de Expertos fue creada por Acuerdo del Consejo de Ministros de 10 de mayo de 2013 con el objetivo de proponer las iniciativas y las reformas normativas que se considerasen adecuadas para garantizar el buen gobierno de las empresas, y para prestar apoyo y asesoramiento a la Comisión Nacional del Mercado de Valores en la modificación del Código Unificado de Buen Gobierno de las Sociedades Cotizadas.

Así, el objetivo fundamental de estos trabajos fue (i) velar por el adecuado funcionamiento de los órganos de gobierno y administración de las empresas españolas para conducir las a las máximas cotas de competitividad, (ii) generar confianza y transparencia para los accionistas e inversores nacionales y extranjeros, y (iii) mejorar el control interno y la responsabilidad corporativa de las empresas españolas y asegurar la adecuada segregación de funciones, deberes y responsabilidades en las empresas, desde una perspectiva de máxima profesionalidad y rigor.

Toda mejora en materia de Gobierno Corporativo debe pasar inevitablemente por introducir cambios en la regulación de los dos órganos sociales que configuran la estructura corporativa de las sociedades de capital, y por ello, la Ley 31/2014 se centra fundamentalmente en reformar la regulación de la Junta General y del Consejo de Administración.

Si bien en el presente artículo no se pretende realizar un análisis exhaustivo de las modificaciones introducidas por la Ley 31/2014, esperamos que el lector pueda hacerse una buena idea de cuál es el contenido y alcance de esta reforma que entró en vigor el 24 de diciembre de 2014 de conformidad con lo previsto en la disposición final cuarta de la Ley.

MODIFICACIONES EN SEDE JUNTA GENERAL

Como no podía ser de otro modo, las modificaciones introducidas por la reforma relativas a la Junta General de accionistas se orientan con carácter general a reforzar su papel y abrir cauces para fomentar la participación accionarial.

A estos efectos, de ahora en adelante, la Junta General de cualquier sociedad de capital podrá impartir instrucciones al órgano de administración o someter a su autorización la adopción por dicho órgano de decisiones o acuerdos sobre determinados asuntos de gestión, salvo disposición contraria de los Estatutos, y sin perjuicio de lo establecido



judice de ce qui a été établi par la Loi en ce qui concerne la portée de la représentation de l'organe d'administration.

De même, les compétences de l'Assemblée Générale ont été amplifiées et cette dernière sera désormais obligée à délibérer et à autoriser l'acquisition, la vente ou l'apport à une autre société d'actifs essentiels. A ce sujet, d'après la nouvelle rédaction de la LSC, le caractère essentiel de l'actif est présumé lorsque le montant de l'opération dépasse le 25% de la valeur des actifs figurant dans le dernier bilan approuvé.

En ce qui concerne les dénommés droits minoritaires dans les sociétés cotées, il a été convenu de descendre le seuil nécessaire pour que les actionnaires puissent exercer leurs droits jusqu'au trois pour cent du capital social et il a été établi à mille le nombre maximum d'actions que les Statuts pourront exiger pour assister à l'Assemblée Générale.

Une autre importante modification de la LSC est l'introduction du conflit d'intérêt de l'associé dans les votations des Assemblées Générales des sociétés anonymes. Désormais, il faudra tenir compte de ces deux éléments : d'un côté, l'associé (des sociétés anonymes ou des sociétés à responsabilité limitée) ne pourra pas exercer le droit de vote correspondant à ses actions ou participations lorsqu'il s'agira d'adopter un accord ayant pour objet de : (i) l'autoriser à transmettre des actions ou des participations assujetties à une restriction légale ou statutaire ; (ii) l'exclure de la société ; (iii) le libérer d'une obligation ou lui accorder un droit ; (iv) lui faciliter n'importe quel type d'assistance financière, y inclus la prestation de garanties en sa faveur ; ou (v) l'exonérer des obligations dérivées du droit de loyauté ; et d'un autre côté, le deuxième élément fait référence à l'établissement d'une présomption d'infraction de l'intérêt social dans les cas où l'accord social ait été adopté avec le vote décisif de l'associé ou des associés faisant partie d'un conflit d'intérêt.

En ce qui concerne le droit d'information des associés, la nouvelle réglementation ne modifie pas excessivement son contenu sauf en ce qui concerne la forme d'exercice et les conséquences juridiques des différentes modalités d'exercice. Dans ce sens, la vulnération des droits d'information exercée avant l'Assemblée Générale laissera uniquement la possibilité de contester les accords de l'Assemblée Générale s'il a été fourni une information incorrecte ou insuffisante alors que cette information aurait été essentielle pour l'exercice raisonnable du droit de vote, ou de n'importe quel autre droit de participation, de l'actionnaire ou associé moyen. De plus, la vulnération du droit d'information pendant le déroulement de l'Assemblée Générale laissera uniquement à l'actionnaire le droit d'exiger la correcte application du droit d'information et des dommages et intérêts qui auront pu être causés, mais ça ne sera pas une cause de contestation.

De même, il est prévu de limiter l'exercice du droit d'information au cadre de la bonne foi et d'en éviter un exercice abusif, l'associé étant responsable des dommages et intérêts qu'aurait pu causer l'usage abusif ou préjudiciel de l'information demandée.

En ce qui concerne les sociétés anonymes, le droit d'information a aussi été réformé. En premier lieu, la Loi 31/2014 a prévu que le droit d'information avant l'Assemblée (avec le contenu spécifique prévu pour les sociétés cotées) pourra être exercé jusqu'à cinq jours avant la célébration de la réunion (au lieu de sept). Et en deuxième terme, et avec l'objectif d'accroître la transparence, il faudra inclure dans la web de la société toutes les demandes valables d'information, les clarifications ou les questions réalisées par écrit et les réponses réalisées par écrit par les administrateurs.

Dans ce même ordre de choses, la Loi 31/2014 établit le vote séparé des accords indépendants et modifie la forme de calcul des majorités dans les Assemblées Générales des sociétés anonymes. Dans ce sens, le législateur a établi le fait que dans les sociétés anonymes les accords sociaux seront

en Ley en relación al ámbito de representación del órgano de administración.

Asimismo, se amplían las competencias de la Junta General que en adelante vendrá obligada a deliberar y acordar la adquisición, la enajenación o la aportación a otra sociedad de activos esenciales. A este respecto, según la nueva redacción de la LSC se presume el carácter de esencial del activo cuando el importe de la operación supere el 25% del valor de los activos que figuren en el último balance aprobado.

En lo que respecta a los llamados derechos de minoría en las sociedades cotizadas, se entiende conveniente rebajar el umbral necesario para que los accionistas puedan ejercer sus derechos hasta el tres por ciento del capital social y se establece en mil el número máximo de acciones que los Estatutos podrán exigir para asistir a la Junta General.

Otra de las importantes modificaciones de la LSC consiste en la introducción del conflicto de interés del socio en las votaciones de las Juntas Generales de las sociedades anónimas que en adelante pivotará sobre estos dos elementos: por un lado, el socio (tanto de sociedades anónimas como limitadas) no podrá ejercer el derecho de voto correspondiente a sus acciones o participaciones cuando se trate de adoptar un acuerdo que tenga por objeto: (i) autorizarle a transmitir acciones o participaciones sujetas a una restricción legal o estatutaria; (ii) excluirle de la sociedad; (iii) liberarle de una obligación o concederle un derecho; (iv) facilitarle cualquier tipo de asistencia financiera, incluida la prestación de garantías a su favor; o (v) dispensarle de las obligaciones derivadas del deber de lealtad; y por otro lado, el segundo elemento se refiere al establecimiento de una presunción de infracción del interés social en los casos en que el acuerdo social haya sido adoptado con el voto decisivo del socio o de los socios incurso en un conflicto de interés.

En relación al derecho de información de los socios, la nueva normativa no modifica en exceso su contenido, pero sí la forma de ejercicio y las consecuencias jurídicas de las distintas modalidades de ejercicio. En ese sentido, la vulneración del derecho de información que se ejerce antes de la Junta General únicamente posibilitará impugnar los acuerdos de la Junta General si se ha proporcionado información incorrecta o insuficiente cuando esa información hubiera sido esencial para el ejercicio razonable por parte del accionista o socio medio del derecho de voto o de cualquiera de los demás derechos de participación. Además, la vulneración del derecho de información durante el desarrollo de la Junta General solo facultará al accionista para exigir el cumplimiento de la obligación de información y los daños y perjuicios que se le hayan podido causar, pero no será causa de impugnación.

Asimismo, se pretende acotar el ejercicio del derecho de información al marco de la buena fe y evitar un ejercicio abusivo de éste, siendo el socio responsable de los daños y perjuicios que pudiera causar la utilización abusiva o perjudicial de la información solicitada.

En sede de sociedades anónimas el derecho de información también se ha visto reformado. En primer lugar, la Ley 31/2010 ha establecido que el derecho de información antes de la Junta (con el contenido especial previsto para las sociedades cotizadas) podrá ejercerse hasta cinco días antes de la celebración de la reunión (en lugar de siete). Y en segundo lugar, y al objeto de fomentar la transparencia, se deberán incluir en la web corporativa de la sociedad todas las solicitudes válidas de información, las aclaraciones o las preguntas realizadas por escrito y las contestaciones facilitadas por escrito por los administradores.

En otro orden de cosas, la Ley 31/2014 establece la votación separada de acuerdos independientes y se modifica la forma de cómputo de las mayorías en las Juntas Generales de las sociedades anónimas. En este sentido, el legislador ha establecido que en las sociedades anónimas



adoptés para majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés lors de l'Assemblée. Un accord est considéré comme adopté lorsqu'il aura obtenu plus de votes à faveur qu'en contre de la part du capital présent ou représenté. Il a été éclairci ainsi et d'une fois pour toutes les doutes d'interprétation qui dans la pratique étaient suscités par la rédaction antérieure de la LSC.

MODIFICATIONS CONCERNANT LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tel qu'indiqué avec justesse dans l'exposition de motifs de la Loi 31/2014, l'expérience acquise au cours des dernières années a démontré l'importance qu'a un Conseil d'Administration bien géré pour les entreprises et, plus spécialement, pour les sociétés cotées. Il était nécessaire, depuis un certain temps, d'améliorer notre réglementation en matière de gouvernance d'entreprise à ce sujet. Cette fois-ci, le législateur n'a pas manqué de profiter de l'occasion et a introduit, sans doute, d'importants changements dans la réglementation du Conseil d'Administration.

Il a été introduit pour la première fois dans notre droit la règle nord-américaine du « *Business Judgement Rule* » avec la dénomination de « Protection de la discrétionnalité entrepreneuriale ». La nouvelle rédaction de la LSC établit avec caractère général que, dans le cadre des décisions stratégiques et d'affaires, le standard de diligence d'un homme d'affaires ordonné sera rempli si l'administrateur en question aura agi : (i) de bonne foi ; (ii) sans intérêt personnel dans l'affaire faisant objet de la décision ; (iii) avec suffisamment d'information ; et (iv) en accord avec un processus de décision adéquat.

En outre, la Loi 31/2014 a caractérisé de façon précise l'obligation de diligence et loyauté et les procédures à suivre dans les cas de conflit d'intérêts. En ce qui concerne l'obligation de diligence, la réglementation actuelle a été modifiée de telle façon qu'il soit nécessaire de moduler cette obligation en fonction des tâches attribuées à chaque administrateur et en considérant, d'une certaine façon, la division du travail au sein du Conseil. En ce qui concerne l'obligation de loyauté, la réglementation actuelle a été modifiée en corrigeant certaines déficiences détectées dans son application et plus concrètement : (i) l'obligation générique a été reformulée et les obligations dérivées de l'obligation générique de loyauté ont été ordonnées et décrites en complétant le catalogue actuel (spécialement en matière de conflits d'intérêts) et en réglementant le régime d'exemption des prohibitions ; (ii) l'obligation de loyauté a été étendue aux administrateurs de fait ; et (iii) la portée de la sanction a été étendue au-delà de la compensation du dommage subi pour inclure le remboursement de l'enrichissement obtenu avec l'infraction.

La réforme a aussi introduit d'importants changements dans le régime de responsabilité des administrateurs, en étendant sa portée d'application subjective. Ainsi, les administrateurs devront répondre face à la société, face aux associés et face aux créanciers sociaux des dommages qu'ils auront causés par des actes ou omissions contraires à la Loi ou aux Statuts, ou causés par le non-respect des obligations inhérentes au poste, chaque fois qu'il sera établi dol et faute : la Loi 31/2014 a introduit, en conséquence, un important élément subjectif qui sera déterminant pour exiger la responsabilité des administrateurs.

En ce qui concerne les administrateurs de fait, la réforme a défini ce concept en considérant comme administrateur de fait toute personne qui, dans la réalité des faits, occupe sans titre, avec un titre nul ou déchu, ou avec un autre titre, les fonctions propres d'administrateur et

los acuerdos sociales se adoptarán por mayoría simple de los votos de los accionistas presentes o representados en la Junta, entendiéndose adoptado un acuerdo cuando obtenga más votos a favor que en contra del capital presente o representado. Se despeja así de una vez por todas las dudas interpretativas que en la práctica se suscitaban con la redacción anterior de la LSC.

MODIFICACIONES EN SEDE CONSEJO DE ADMINISTRACIÓN

Tal y como señala acertadamente la exposición de motivos de la Ley 31/2014, la experiencia adquirida en los últimos años ha demostrado la importancia que un Consejo de Administración bien gestionado tiene para las empresas y, muy especialmente, para las sociedades cotizadas. Y es que, desde hace un buen tiempo a esta parte venía siendo necesario mejorar nuestra regulación en materia de Gobierno Corporativo a este respecto. Esta vez el legislador no ha desaprovechado la ocasión y ha introducido sin duda importantes cambios en el régimen regulador del Consejo de Administración.

Se introduce por primera vez en nuestro derecho la regla norteamericana del « *Business Judgement Rule* » bajo la denominación de la « Protección de la discrecionalidad empresarial ». La nueva redacción de la LSC establece con carácter general que en el ámbito de las decisiones estratégicas y de negocio, el estándar de diligencia de un ordenado empresario se entenderá cumplido si el administrador en cuestión ha actuado: (i) de buena fe; (ii) sin interés personal en el asunto objeto de decisión; (iii) con información suficiente; y (iv) con arreglo a un procedimiento de decisión adecuado.

Adicionalmente, la Ley 31/2014 ha tipificado de forma precisa los deberes de diligencia y lealtad y los procedimientos que se deben seguir en caso de conflicto de interés. En cuanto al deber de diligencia, se varía la regulación actual de forma que sea necesario modular este deber en función de las labores encomendadas a cada administrador y considerando de alguna manera la división del trabajo dentro del Consejo. En relación con el deber de lealtad se modifica el régimen actual subsanando ciertas deficiencias detectadas en su aplicación y en concreto: (i) se reformula la definición del deber genérico, y se ordena y describe las obligaciones derivadas del deber genérico de lealtad, completando el catálogo actual (especialmente en materia de conflictos de interés) y reglamentando el régimen de dispensa de las prohibiciones; (ii) se extiende el deber de lealtad a los administradores de hecho; y (iii) se amplía el alcance de la sanción más allá del resarcimiento del daño causado para comprender la devolución del enriquecimiento obtenido con la infracción.

La reforma también ha introducido importantísimos cambios en el régimen de responsabilidad de los administradores, extendiéndose su ámbito de aplicación subjetivo. Así, los administradores responderán frente a la sociedad, frente a los socios y frente a los acreedores sociales del daño que causen por actos u omisiones contrarios a la Ley o a los Estatutos o por los realizados incumpliendo los deberes inherentes al desempeño del cargo, siempre y cuando haya intervenido dolo o culpa: la Ley 31/2014 ha introducido por tanto un importante elemento subjetivo que será clave para exigir la responsabilidad de los administradores.

En cuanto los administradores de hecho, la reforma se ha lanzado a definir el concepto entendiendo que será administrador de hecho la persona que en la realidad del tráfico desempeñe sin título, con un título nulo o extinguido, o con otro título, las funciones propias de administrador, como, en su caso, aquella bajo cuyas instrucciones actúen los administradores de la sociedad, incluyendo en algunos casos



sous les ordres de qui agiront les administrateurs de la société, y inclus dans certains cas les personnes qui détiennent la haute direction de la société. Il est précisé, de plus, que la personne physique désignée pour l'exercice permanent des fonctions propres d'un administrateur personne juridique sera soumise aux mêmes conditions et obligations que les administrateurs et sera responsable solidairement avec la personne juridique administratrice qu'elle représente.

Il existe aussi une importante nouveauté dans le renforcement du régime de délégation des facultés du Conseil d'Administration en établissant une liste assez détaillée des facultés qui dans aucun cas ne pourront être cédées à la Commission Exécutive ou Déléguée ou à un ou plusieurs administrateurs délégués.

En ce qui concerne le fonctionnement du Conseil, les obligations des administrateurs qui désormais devront se réunir, au moins, une fois par trimestre et seront obligés à assister aux réunions du Conseil (ils l'étaient déjà en ce qui concerne les réunions de l'Assemblée Générale), ont été amplifiées. Pour éviter un affaiblissement de la capacité effective d'exercice des facultés de supervision, les administrateurs non exécutifs des sociétés cotées pourront déléguer uniquement en un autre administrateur non exécutif. De plus, il est garanti que tous les administrateurs recevront avec un délai d'anticipation suffisant, l'ordre du jour de la réunion et l'information nécessaire pour la délibération et l'adoption d'accords.

En ce qui concerne la composition du Conseil d'Administration des sociétés cotées, il y a deux principales nouveautés prévues dans la figure du président : il est établi de façon expresse ses fonctions et le fait que, quand le président aura la condition d'administrateur exécutif, le Conseil d'Administration devra nommer nécessairement un administrateur coordinateur parmi les administrateurs indépendants pour faire contrepoids. D'autre part, la réforme prévoit aussi les fonctions du secrétaire du Conseil, les différentes catégories d'administrateurs et, limite le délai maximum du mandat de ces derniers à une période maximale de quatre ans (face au six qui étaient prévus de façon générale). D'un autre côté, il a été prévu la possibilité pour le Conseil d'Administration de constituer des commissions spécialisées, l'existence d'une commission d'audit, et d'une ou deux commissions séparées de nominations et de rétributions, étant obligatoire. Dans les deux cas, les commissions seront composées uniquement par des administrateurs non exécutifs et ayant comme président un administrateur indépendant.

Pour finir et pas moins important étant donné le contexte de crise d'où nous venons, la Loi 31/2014 a modifié aussi le régime de la rétribution des administrateurs en configurant les principes de la politique de rémunération des sociétés de capitaux. A ce sujet, elle oblige : (i) à que la rémunération des administrateurs soit raisonnable, en accord avec la situation économique de la société et avec les fonctions et les responsabilités attribuées ; et (ii) à que le système de rémunération soit orienté à promouvoir la rentabilité et la soutenabilité de la société à long terme et intègre des précautions nécessaires pour éviter la prise de risques excessive.

De même, la réforme prévoit la façon, décidée par le Conseil d'Administration, de rémunérer les administrateurs délégués et les administrateurs avec des fonctions exécutives. A ce sujet, la signature d'un contrat entre l'administrateur et la société sera nécessaire, qui devra être approuvé par les deux tiers du Conseil (avec l'abstention de l'administrateur en question) et être en accord avec la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée tous les trois ans. Tous les concepts de rétribution perçus par l'administrateur dans l'exercice de ses fonctions exécutives devront être détaillés dans ce contrat.

à las personas que ostenten la alta dirección de la sociedad. Adicionalmente, se aclara que la persona física designada para el ejercicio permanente de las funciones propias del cargo de administrador persona jurídica estará sometida a los mismos requisitos y deberes que los administradores y será responsable solidaria junto con la persona jurídica administradora a la que representa.

Otra importante novedad consiste en el reforzamiento del régimen de delegación de las facultades del Consejo de Administración, estableciéndose una lista bastante detallada de facultades que en ningún caso podrán ser delegadas a la Comisión Ejecutiva o Delegada o a uno o varios consejeros delegados.

En relación al funcionamiento del Consejo, se amplían las obligaciones de los consejeros que en adelante deberán reunirse, al menos, una vez al trimestre y estarán obligados a acudir a las reuniones del Consejo (ya lo estaban respecto de las reuniones de la Junta General). En cuanto a las sociedades cotizadas, para evitar que se pueda debilitar la capacidad efectiva de ejercicio de las facultades de supervisión, se regula que, en caso de representación para la asistencia a un Consejo, los consejeros no ejecutivos sólo podrán delegar en otro consejero no ejecutivo. Además se garantiza que todos los consejeros recibirán con antelación suficiente el orden del día de la reunión y la información necesaria para la deliberación y la adopción de acuerdos.

En cuanto a la composición del Consejo de Administración de las sociedades cotizadas dos son las principales novedades que se prevén en la figura del presidente: se contemplan de forma expresa sus funciones y se establece que, cuando el presidente tenga la condición de consejero ejecutivo, el Consejo de Administración deberá nombrar necesariamente un consejero coordinador entre los consejeros independientes que ejerza de contrapeso. Por otra parte, la reforma también entra a regular las funciones del secretario del Consejo, las distintas categorías de consejeros, así como limita el periodo máximo de mandato de éstos, que no debe exceder de cuatro años (frente a los seis que, con carácter general, se establecían previamente). Por otro lado, se prevé la posibilidad de que el Consejo de Administración pueda constituir comisiones especializadas, siendo obligatoria la existencia de una comisión de auditoría y de una, o dos comisiones separadas, de nombramientos y retribuciones. En ambos casos, las comisiones estarán compuestas únicamente por consejeros no ejecutivos, recayendo siempre la presidencia en un consejero independiente.

Por último y no menos importante dado el contexto de crisis del que venimos, la Ley 31/2014 ha modificado también el régimen de la retribución de los administradores configurando los principios rectores de la política de remuneraciones de las sociedades de capital. A este respecto obliga: (i) a que la remuneración de los administradores sea razonable, acorde con la situación económica de la sociedad y con las funciones y responsabilidades que les sean atribuidas; y (ii) a que el sistema de remuneración esté orientado a promover la rentabilidad y sostenibilidad de la sociedad en el largo plazo e incorpore las cautelas necesarias para evitar la asunción excesiva de riesgos.

Asimismo, la reforma regula la manera de retribuir a los consejeros delegados y a los consejeros a los que se les atribuyan funciones ejecutivas, que deberá ser decidida por el Consejo de Administración. A este respecto, será necesario que se firme un contrato entre el consejero y la sociedad, el cual deberá estar aprobado por dos tercios del Consejo (con la abstención del consejero interesado) y ser conforme con la política de retribuciones que apruebe la Junta General cada tres años. En dicho contrato se deberán detallar todos los conceptos retributivos que recibirá el consejero por el desempeño de sus funciones ejecutivas.



NOUVEAU RÉGIME DE CONTESTATION DES ACCORDS SOCIAUX

En ce qui concerne le régime juridique pour contester les accords sociaux, la réforme a éliminé la distinction classique existant dans le cadre des sociétés entre accords nuls ou annulables et l'a remplacé par la notion d'*accord contestable*. Ce nouveau régime général d'annulation prévoit un délai de prescription de trois mois pour les sociétés cotées et d'un an pour le reste (et avec la seule exception des accords contraires à l'ordre public qui sont considérés imprescriptibles).

De plus, les cas susceptibles de contestation ont été élargis, de telle façon que pourront être contestés les accords sociaux contraires à la Loi, aux Statuts ou au Règlement de l'Assemblée de la société ou portant atteinte à l'intérêt social au bénéfice d'un ou plusieurs associés ou de tiers.

De même, la réforme a prétendu aller encore un peu plus loin en signalant qu'un accord sera contraire à l'intérêt social lorsqu'il aura été imposé de façon abusive par la majorité, et ceci même s'il n'a pas porté préjudice à l'intérêt social. Ça sera le cas, lorsque, sans répondre à aucun besoin raisonnable de la société, il aura été adopté par la majorité dans son propre intérêt et au détriment des autres associés. Même si la Loi a défini ce concept, les juges devront étudier cas par cas si l'intérêt social a subi un préjudice par l'adoption d'un accord.

Cette réglementation a été complétée avec une liste d'accords qui ne peuvent pas être contestés : (i) lorsqu'il n'aura plus d'effet ou aura été remplacé correctement par un autre accord adopté avant ou après la contestation ; (ii) à cause du non-respect de certaines conditions de forme ; (iii) à cause d'incorrections ou d'insuffisance dans l'information facilitée par la société pour répondre à l'exercice du droit d'information exercé avant la célébration de l'Assemblée Générale, sauf si cette information était essentielle pour l'exercice raisonnable du droit de vote ou de participation de la part de l'associé ou actionnaire moyen ; (iv) à cause de la participation dans la réunion de personnes non légitimées, sauf si cette participation était déterminante pour la constitution valable de l'organe, et (v) à cause de l'invalidité de un ou plusieurs votes ou le décompte erroné des votes exprimés, sauf si le vote non valide ou l'erreur dans le décompte auraient été déterminants pour l'obtention de la majorité exigible.

Pour finir, la Loi 31/2014 limite la légitimation pour contester les accords sociaux aux associés qui représentent au moins le 1% du capital social (un pour mille dans le cas des sociétés cotées), sauf pour les accords contraires à l'ordre public qui pourront être contestés par n'importe quel associé.

NUEVO RÉGIMEN DE IMPUGNACIÓN DE ACUERDOS SOCIALES

Por lo que se refiere al régimen jurídico de la impugnación de los acuerdos sociales, la reforma elimina la clásica distinción entre acuerdos nulos o anulables en el ámbito societario, sustituyéndose por la noción de *acuerdo impugnable*. Este nuevo régimen general de anulación prevé un plazo de caducidad de tres meses para las sociedades cotizadas y de un año para el resto (y con la única excepción de aquellos acuerdos contrarios al orden público que se reputan imprescriptibles).

Además, se amplían los supuestos de impugnabilidad, de forma que serán impugnables los acuerdos sociales que sean contrarios a la Ley, se opongan a los Estatutos o al Reglamento de la Junta de la sociedad o lesionen el interés social en beneficio de uno o varios socios o de terceros.

Asimismo, la reforma ha pretendido dar un paso más señalando que un acuerdo será contrario al interés social cuando, aún sin causar un daño al patrimonio social, se imponga de manera abusiva por la mayoría, entendiéndose por esto, cuando, sin responder a una necesidad razonable de la sociedad, se adopta por la mayoría en interés propio y en detrimento injustificado de los demás socios. Aun cuando en la Ley se defina este concepto, los jueces deberán valorar caso por caso si el interés social se ha dañado por la adopción de algún acuerdo.

Esta regulación se complementa con unas previsiones de acuerdos que no son impugnables: (i) cuando haya sido dejado sin efecto o sustituido válidamente por otro adoptado antes o después de interpuesta la demanda de impugnación; (ii) por infracción de determinados requisitos meramente procedimentales; (iii) por incorrección o insuficiencia de la información facilitada por la sociedad en respuesta al ejercicio del derecho de información ejercido antes de la celebración de la Junta General, salvo que dicha información hubiera sido esencial para el ejercicio razonable por parte del accionista o socio medio de sus derechos de voto y/o de participación, (iv) por la participación en la reunión de personas no legitimadas, salvo que esa participación hubiera sido determinante para la válida constitución del órgano, y (v) por la invalidez de uno o varios votos o el cómputo erróneo de los emitidos, salvo que el voto inválido o el error de cómputo hubieran sido determinantes para la consecución de la mayoría exigible.

Por último, la Ley 31/2014 restringe la legitimación para impugnar acuerdos sociales a socios que representen al menos el uno por ciento del capital social (uno por mil en el caso de las sociedades cotizadas), salvo acuerdos que sean contrarios al orden público, en cuyo caso cualquier socio podrá impugnarlo.

"La Chambre Franco-Espagnole de Commerce et d'Industrie - "La Chambre" - et les auteurs des "Cahiers Juridiques" publiés avec ce bulletin, ont cherché à ce que toutes les informations qui y figurent soient conformes aux dispositions juridiques existant à la date de clôture de ce bulletin. Ils ne peuvent pas garantir que ça sera le cas ou que les opinions ou les interprétations qui sont reprises dans les "Cahiers Juridiques" soient nécessairement appropriés ou susceptibles d'être évaluées d'une manière différente ou interprétées autrement par des tiers ou par les parties concernées par cette analyse et/ou interprétation.

Les "Cahiers Juridiques" sont diffusés à titre informatif exclusivement. Ainsi, ni "La Chambre" ni les auteurs des "Cahiers Juridiques" assument aucune responsabilité quant aux contenus, aux opinions et interprétations figurant dans ceux-ci. Ils ne se responsabilisent pas pour les dommages et intérêts qu'ils pourraient causer à ceux qui font usage de cette information et/ou cessent (s'abstiennent) d'agir ou agissent suite à une information contenue dans cette publication. "La Chambre" rappelle à ses lecteurs l'intérêt de se faire assister par un conseil légal de qualité et indépendant toujours adapté à leurs besoins."

"La Cámara Franco-Española de Comercio e Industria - "La Chambre" - y los autores de los "Cuadernillos Jurídicos" publicados con esta Revista, han procurado que todas las informaciones contenidas en los mismos se ajustan a las disposiciones legales existentes en la fecha de cierre de la edición, pero no pueden garantizar que tal sea el supuesto ni que las opiniones o interpretaciones que se vierten en los "Cuadernillos Jurídicos" sean necesariamente adecuadas o susceptibles de ser analizadas de manera distinta o interpretadas de otro modo por terceros o por quien compete dicho análisis y/o interpretación.

Los "Cuadernillos Jurídicos" se divulgan a efectos exclusivamente informativos. Así, ni "La Chambre" ni los autores de los "Cuadernillos Jurídicos" asumen responsabilidad alguna por los contenidos de los mismos, ni las opiniones e interpretaciones que en ellos aparecen, ni asumen por tanto responsabilidad alguna por pérdidas y/u otros perjuicios, cualesquiera que sean, que pudieran ocasionarse a quienes hagan uso de estas informaciones y/o actúen o dejen de actuar al amparo o como consecuencia de alguna información contenida en esta publicación. "La Chambre" recuerda a sus lectores la necesidad de obtener un asesoramiento legal de calidad e independiente en cada caso, adaptado a sus necesidades."